

COLLABORATION DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE EN EXIL AVEC LA FRANCE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE*

Résumé

A travers cet article, l'auteur souhaite éclaircir les relations entre, d'un côté, le gouvernement du Royaume de Yougoslavie qui, après la guerre d'avril 1941, s'est retrouvé en exil et de l'autre côté la France, autant celle du général de Gaulle que celle gouvernée par Vichy. Les relations ont été variées, souvent non institutionnelles, et se sont établies par divers canaux diplomatiques et paradiplomatiques. En raison des liens avec les deux gouvernements français, les relations avec la France libre du général de Gaulle ont été quelque peu dissimulées au public. L'article étudie également la communication des autorités yougoslaves avec de Gaulle, qui s'était particulièrement intensifiée dans la seconde moitié de la guerre.

Mots clés: *Le Royaume de Yougoslavie, la Troisième République française, la Seconde Guerre mondiale, de Gaulle, le gouvernement de Vichy.*

* Cet article est le fruit du projet de l'Institut d'histoire contemporaine intitulé *Société serbe dans l'Etat yougoslave du 20^e siècle : Entre la démocratie et la dictature* (No 177016) approuvé et financé par le ministère de l'Education, de la Science et du Développement technologique.

Il y a plusieurs manières d'analyser les relations bilatérales. Outre les visites réciproques à différents niveaux, ainsi que l'image médiatique créée dans les deux pays, le décernement de distinctions aux citoyens des deux pays est une méthode plus que valable pour évaluer avec précision le degré et le niveau des relations existantes.

Les relations franco-yougoslaves ont incontestablement atteint leur apogée avant l'assassinat du roi Alexandre Karađorđević à Marseille le 9 octobre 1934.¹ Elles ont ensuite été maintenues au plus haut niveau pendant un certain temps par inertie, mais ont ensuite inévitablement perdu en intensité, en particulier à la veille de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'ont commencé à se défaire les alliances politiques et militaires promues par la France, et dans lesquelles le Royaume de Yougoslavie était l'un des principaux piliers.

Le sacrifice tout d'abord du territoire et ensuite de l'indépendance de la Tchécoslovaquie imposé par les accords de Munich de septembre 1938 et de septembre 1939, et l'invasion allemande de la Pologne ont provoqué des troubles tectoniques sur la scène internationale, dont il a fallu longtemps pour se remettre. Au cours de cette période, la politique étrangère du Royaume de Yougoslavie a oscillé entre amis et alliés traditionnels incarnés par la France, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, la Grande-Bretagne et la Grèce et alliés imposés tels le Troisième Reich allemand et l'Italie.

Le début de la guerre en Pologne a légèrement pris au dépourvu la diplomatie du Royaume de Yougoslavie. En quête de neutralité jusqu'à la fin de la première phase des guerres sur le front occidental et jusqu'à la chute de la France en mai 1940, le Royaume de Yougoslavie maintint des relations actives avec les deux parties belligérantes. Au cours de cette période, les contacts diplomatiques ont été très intenses avec les autorités françaises, mais également avec tous les anciens alliés dont les dirigeants et l'élite s'étaient retrouvés en exil en France, tels que les dirigeants et l'élite polonais. Les archives diplomatiques conservées, malheureusement peu nombreuses, en témoignent, de même que les données

¹ Pour la question des relations bilatérales pendant la période en question, consulter: Stanislav Sretenović, *Francuska i Kraljevina Srba Hrvata i Slovenaca*, ISI, Belgrade, 2008.

sur les distinctions décernées. Bien que les conflits militaires aient commencé, les décernements de distinctions ont continué et la dernière décoration yougoslave a été attribuée à un citoyen polonais sur le front français au début de l'année 1940 et à des ressortissants français de la Troisième République en février 1940.²

Lorsque la chance tourna et que la plus grande partie de l'armée française s'effondra, le réseau diplomatique du Royaume de Yougoslavie sur l'ancien territoire français resta presque inchangé. Une mission diplomatique avec un nombre réduit d'agents diplomatiques remplaça la légation à Paris. Une mission à Vichy fut ouverte auprès du gouvernement du maréchal Pétain (1940-1941). Certains consulats sur le territoire français continuèrent de fonctionner. Le consulat général de Marseille, officiellement fermé après l'invasion du royaume de Yougoslavie par les Allemands, devint particulièrement important au début de la guerre et continua de fonctionner jusqu'à la fin de l'année 1942, sous la forme d'un bureau consulaire, c'est-à-dire du comité yougoslave, où le gouvernement de Vichy maintenait l'immunité consulaire du consul de Yougoslavie.³ Cette pratique a également été appliquée dans le cas du consulat de Grèce à Marseille.⁴

Pendant presque onze mois, de mai 1940 jusqu'à l'attaque du 6 avril 1941 contre le Royaume de Yougoslavie, la Yougoslavie a maintenu ses relations avec Vichy et a même décoré les citoyens français sous ledit gouvernement.⁵ Ainsi, nous savons que la dernière décoration attribuée à un citoyen français, et en même temps la dernière distinction décernée par un décret du gouvernement Cvetković, fut destinée au consul de France (gouvernement

² Ratomir Milikić, „Les ressortissants polonais qui ont reçu des décorations yougoslaves entre les deux guerres mondiales“ dans *Југославија и Пољска: односи у XX веку*, sous la direction de Momčilo Pavlović, Andrzej Zaćmiński et Nebojša Stambolija, Institut d'histoire contemporaine de Belgrade, Institut d'histoire et des relations internationales de Bydgoszcz, Belgrade, 2019, p. 94.

³ Archives de Yougoslavie (AY), Gouvernement du Royaume de Yougoslavie en exil (103), F56, Essai, « Заштита наших интереса у Француској » date inconnue (1942).

⁴ AY, 103, F 56, Rapport du Consulat du 24 juillet 1942.

⁵ Ratomir Milikić, „Les ressortissants polonais qui ont reçu des décorations yougoslaves entre les deux guerres mondiales“, *op.cit.*, p. 95.

de Vichy) à Ljubljana (par le même décret du 24 mars 1941 étaient également décorés les consuls allemand et italien).⁶

Le mécontentement national dû à l'adhésion au Pacte tripartite a conduit au coup d'État du 27 mars 1941.⁷ Bien qu'il n'y ait pas eu de discontinuité avec le gouvernement précédent en matière de politique étrangère, le nouveau gouvernement a néanmoins tenté de défendre le pays et de trouver d'autres alliés parmi ceux qui restaient, notamment le Royaume-Uni et l'Union soviétique. À la suite de l'effondrement de l'armée dû à une soudaine attaque contre le Royaume de Yougoslavie, le gouvernement, le roi et une petite partie de l'armée parviennent à s'exiler en traversant la Grèce.⁸ Ils se réfugient d'abord à Jérusalem et en Égypte (britannique), puis le gouvernement du Royaume de Yougoslavie s'installe à Londres.

Entre-temps, tous les alliés de l'Allemagne rompent leurs relations diplomatiques avec le Royaume de Yougoslavie. Parmi eux le gouvernement de Vichy qui a ordonné en mai l'évacuation de la mission du pays. Peu de temps après, le 28 août, alors que le gouvernement yougoslave voyageait entre l'Afrique du Nord et Londres, Maurice Dejean, commissaire aux Affaires étrangères de la France libre, a adressé deux lettres au gouvernement yougoslave en exil, lui exprimant ses regrets pour la décision du gouvernement de Vichy et soulignant que le général de Gaulle était le seul représentant légitime des Français.⁹ Les documents d'archives conservés montrent que la correspondance diplomatique s'est bien déroulée entre le gouvernement yougoslave et les représentants de la France libre. Les autres gouvernements qui se sont retrouvés en exil à Londres n'avaient pas ce dilemme, comme on peut le voir sur leurs listes diplomatiques où les représentants diplomatiques de la France libre étaient dûment accrédités.¹⁰

⁶ AY, Ministère des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie (334), F726, Décret sur la décoration de trois consuls à Ljubljana du 24 mars 1941.

⁷ Pour plus de précisions sur le 27 mars consulter : Branko Petranović, Nikola Žutić: *27. MART 1941. – TEMATSKA ZBIRKA DOKUMENATA*, Belgrade, 1990.

⁸ Ratimir Milikić, „Povlačenje jugoslovenskog diplomatskog osoblja iz kraljevine Rumunije 1941. godine“, *Istorija XX veka* 1/2022, str. 73–88.

⁹ AY, 103, F56, Lettre de Maurice Dejean à Momčilo Ninčić.

¹⁰ AY, 103, F81, Liste diplomatique de la Tchécoslovaquie de janvier 1941.

Le problème lorsqu'on étudie les relations diplomatiques entre le Royaume de Yougoslavie et la France libre est qu'on ne sait pas, sur la base des archives disponibles de provenance nationale, à quelle date ces relations ont été officialisées, car elles existaient même avant avril 1941¹¹ par l'intermédiaire de la Légation de Londres. On peut apprendre, de mémoire de contemporains, que le 7 juin 1941, le premier diplomate français fidèle à de Gaulle a pris contact avec le gouvernement yougoslave à Jérusalem. Par hasard, le général de Gaulle lui-même a brièvement séjourné dans le même hôtel de Jérusalem qu'une partie du gouvernement yougoslave, sans qu'aucun contact officiel n'ait cependant été établi.¹²

Il est intéressant de noter que la liste des agents diplomatiques accrédités auprès du gouvernement serbe à Londres datant de novembre 1941 n'incluait pas de représentants français, ni de partisans de de Gaulle, ni du gouvernement de Vichy. La première liste dressée pour l'information du roi Pierre II répertorie les représentants diplomatiques de la plupart des pays alliés et d'une partie des pays neutres, avec en dessous de cette liste, le nom de de Gaulle inscrit à la main, et son nom un espace non rempli prévu pour la liste diplomatique.¹³ La seule interprétation serait que les relations avec de Gaulle, bien qu'établies, étaient tenues secrètes, pour que le consulat général à Marseille reste ouvert, sous la juridiction du gouvernement de Vichy.

Le sort des diplomates yougoslaves en poste en France a été très différent selon qu'ils se trouvaient dans la partie du territoire contrôlé par Vichy ou dans la zone d'occupation allemande. Les agents diplomatiques et consulaires yougoslaves qui se sont retrouvés hors du territoire placé sous le contrôle direct du gouvernement de Vichy ont été emprisonnés au lac de Constance, rejoignant le groupe où se trouvait Ivo Andrić, ancien ministre de la légation à Berlin, et où étaient amenés tous les représentants diplomatiques

¹¹ Depuis son exil au Royaume-Uni en juin 1940, de Gaulle s'est imposé comme le leader des Français non occupés, de la France libre. Le Gouvernement de la France libre a été créé le 24 septembre 1941 et, à ce titre, a été reconnu par les autres pays alliés comme représentant légitime de la France.

¹² Kosta St. Pavlović, *Ratni dnevnik 1941-1945*, Otkrovenje, Službeni glasnik, Belgrade, 2011, p. 21.

¹³ AY,103, F 81, Liste des membres du Corps diplomatique, novembre 1941.

qui, après le 6 avril, s'étaient trouvés sous contrôle direct de l'Allemagne. Selon l'interprétation allemande, les normes internationales sur les relations diplomatiques ne s'appliquaient pas aux yougoslaves, car la Yougoslavie avait cessé d'exister en tant que pays et il n'y avait pas d'obligation de les transférer dans un pays tiers neutre. Ils ont été ramenés à Belgrade dans des wagons scellés, où une partie du groupe a été immédiatement arrêtée, torturée et déportée dans des camps de concentration.¹⁴

Contrairement à l'Allemagne, les autres pays du Pacte tripartite organisaient malgré tout un retrait sécurisé des diplomates yougoslaves dans un pays tiers, ce qui fut le cas avec l'Italie, le plus proche allié de l'Allemagne. La légation à Vichy s'est retirée au Portugal et de là au Royaume-Uni. Le gouvernement de Vichy a fait une autre manoeuvre diplomatique intéressante: bien qu'il ait rompu ses relations diplomatiques officielles et fermé la mission diplomatique yougoslave à Vichy le 22 août 1941, il a continué à tolérer le consul général yougoslave à Marseille (privé de ce statut pendant la guerre), qui aida sans réserve les ressortissants serbes restés sur le territoire du sud de la France, et joua un rôle particulier dans l'évasion des prisonniers de guerre qui fuyaient les camps pour aller vers l'Espagne et la Suisse, car leur itinéraire principal passait directement par lui et par Marseille.¹⁵ Le consul Gerasimović rendait également compte régulièrement de la situation en France.¹⁶ Sa position, son statut, ainsi que la protection des ressortissants serbes dans la zone contrôlée par Vichy sont intéressants du point de vue juridique. En

¹⁴ AY,103, F186, Rapport de Vojislav Božić sur le retrait de Paris, le 15 mars 1943.

¹⁵ Après le retrait de France de toutes les missions diplomatiques et consulaires yougoslaves en 1941, à l'exception de celle de Marseille, cinq agents avec statut consulaire et trois gardiens des missions diplomatiques évacuées sont restés sur l'ancien territoire français. AY, 103,206, Liste des envois de fonds pour Marseille, le 16 Mars 1942.

¹⁶ Les rapports sur la situation interne en France et dans les zones occupées sont très détaillés et proviennent souvent de sources proches de Laval. Le consul Gerasimović a également régulièrement rendu compte de la persécution des Juifs sur l'ancien territoire français. En outre, les rapports portaient souvent sur les positions des troupes allemandes ou sur les régions françaises annexées, telles que l'Alsace. AY, 103, F180, Rapport du consulat général du 18 juin 1942.

fait, il est devenu une sorte de conseiller du gouvernement de Vichy pour la protection des ressortissants serbes.¹⁷

Les documents d'archives conservés nous donnent une idée de l'importance du travail du consulat général à Marseille. Jusqu'à la fin de l'année 1942¹⁸, il versa des allocations aux étudiants du sud de la France, aux fugitifs de l'armée et au prince Mihailo Petrović-Njegoš.¹⁹ Les documents mentionnés indiquent le montant des fonds mis à la disposition du consulat général qui servirent à aider des centaines de ressortissants yougoslaves au sud de la France. D'autre part, dans des rapports insuffisamment détaillés sur l'évacuation du consulat en décembre 1942, il est indiqué que les troupes allemandes auraient occupé le bâtiment de l'ancien consulat général à Marseille avec l'aide des représentants de l'Etat indépendant de Croatie et s'y seraient installées.²⁰

Peu de temps après son arrivée à Londres, le ministre des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie, dans sa lettre du 12 novembre 1941, reconnaît explicitement la France libre comme l'exclusif représentant de la France. Ainsi sont également établies les relations diplomatiques entre les deux gouvernements à Londres. Les relations avec la France libre et de Gaulle étaient quelque peu cachées au public et étaient certainement beaucoup plus voilées que certains contacts avec d'autres gouvernements en exil. Les raisons de cette situation devraient probablement être recherchées dans la poursuite des relations tacites avec le gouvernement de Vichy, qui

¹⁷ AY,103, F56, Rapport conf. No 1568/42.

¹⁸ En raison de la menace allemande croissante à la suite de la suppression de la zone de démarcation entre la France occupée et celle contrôlée par Vichy, le consul général Gerasimović dut quitter Marseille avec les derniers agents du consulat le 14 décembre 1942. Selon la soixantaine de rapports existants, le soutien financier aux Serbes des environs de Marseille s'est poursuivi. AY, 103, F206, lettre du ministre de la légation à Berne, Jurišić-Šturm adressée à Londres le 12 avril 1943.

¹⁹ Pour plus de précisions consulter les documents financiers du Consulat général de Marseille, AY,103, F206.

²⁰ Le problème pour déterminer toutes les circonstances qui ont conduit à l'évacuation du consulat général provient de l'impossibilité d'évacuer les archives dans des circonstances données, de sorte qu'il ne reste que des sources indirectes et des déclarations fragmentées. AY, 103, F206 Décision du Comité des finances de Londres du 3 août 1943.

passaient principalement par sa tolérance à l'égard du travail du consul de Yougoslavie à Marseille. Cependant, le gouvernement du Royaume de Yougoslavie a été parmi les premiers à Londres à nommer un représentant diplomatique auprès de la France libre. Il s'agissait de Božin Simić²¹, personnage à la biographie pittoresque, dont la nomination était prête avant même la reconnaissance officielle de la France libre (le 30 octobre 1941).

Immédiatement après son entrée en fonction, Božin Simić a été reçu chez le général de Gaulle, le 10 février 1942. Les deux hommes ont discuté des relations bilatérales et du rôle de l'URSS dans la lutte contre l'Allemagne.²² La conversation s'est déroulée sur un ton très cordial et direct et de Gaulle a manifesté un intérêt particulier pour le pacte germano-grec de janvier 1941. En outre, sur la base des archives disponibles, on peut constater la coopération très étroite du gouvernement yougoslave avec Maurice Dejean, commissaire français aux Affaires étrangères, et avec son successeur, René Pleven.

L'attitude des citoyens ordinaires de Marseille envers la Serbie est également révélatrice. Lors d'une manifestation contre les Allemands et Laval organisée le 14 juillet 1942, pendant laquelle plusieurs manifestants ont trouvé la mort, des fleurs ont été déposées et une minute de silence a été respectée sur le monument au roi Alexandre et au ministre Barthou assassinés²³. Plus intéressant encore: un tract du mouvement de résistance en France avec un portrait du roi Petar Karadjordjević glorifie le comportement héroïque de l'armée serbe pendant la Première Guerre mondiale et appelle à l'amitié traditionnelle entre les deux peuples.²⁴ Un ton similaire

²¹ Božin Simić (1881-1966), colonel du Royaume de Serbie qui a participé au coup d'État de mai 1903. Après avoir été condamné à Salonique en 1917 pour un attentat présumé contre le régent Alexandre, il a fui et s'est réfugié sous les drapeaux de l'Armée rouge aux côtés de laquelle il a pris part à la guerre civile en Russie. Il n'est rentré au Royaume de Yougoslavie que vers le milieu des années trente. Pendant la guerre, il fut le premier représentant du Royaume de Yougoslavie auprès de de Gaulle, puis décida de se mettre à la disposition des nouvelles autorités à Belgrade et de poursuivre sa carrière diplomatique.

²² AY,103, F56, Compte rendu de l'entretien avec le général de Gaulle du 10 février 1942.

²³ AY,103, F56, Rapport du Gerasimović du 15 juillet 1942.

²⁴ AY,103, F56, Rapport confidentiel du 6 septembre 1942.

est repris par un tract distribué par la mission de la France libre au Portugal en 1943 à l'occasion du 27 mars 1941 au Royaume de Yougoslavie.²⁵ Quelques jours plus tard, toujours au Portugal, à la conférence destinée aux Français réfugiés, les représentants de la France libre ont souligné la résistance que le général Mihailović livrait dans le Royaume de Yougoslavie occupé.²⁶

En décembre 1941, conformément aux positions de la France libre, le gouvernement yougoslave reconnut l'indépendance de la Syrie et du Liban. En juin 1943, il reconnut le Comité de la France libre pour l'Algérie. Le général Giraud, dans un discours prononcé en Algérie le 14 juin 1943, salua également la résistance héroïque des combattants du général Mihailović.²⁷

A partir de 1943 l'Algérie devient très importante pour de Gaulle, qui s'y est installé et prépare son retour en France métropolitaine, mais aussi pour le gouvernement yougoslave, qui, grâce à la position de l'Algérie, a pu contourner le contrôle très strict que le Royaume-Uni exerçait sur ses contacts avec l'Armée yougoslave de la patrie de Draža Mihailović (AYdP).

Un autre problème pour la partie yougoslave représentait la censure constante de ses «hôtes britanniques» sur les radiocommunications avec le ministre de l'Armée, le général Mihailović, qui se trouvait sur le territoire occupé du Royaume. Dès le début de l'établissement de la liaison radio en 1941, les Britanniques ont cherché à la contrôler, ce qui a été particulièrement visible à la fin de l'année 1942 et surtout en 1943, lorsqu'ils ont changé d'attitude envers les mouvements de résistance en Yougoslavie et ont commencé à favoriser le mouvement des Partisans et Tito.

Dans une telle situation, le gouvernement yougoslave en exil nomme, dès l'été 1941, Jovan Đonović²⁸, ancien ministre de la lé-

²⁵ AY,103, F56, télégramme codé de la Légation à Lisbonne No 400 du 26 mars 1943.

²⁶ AY,103, F56, Rapport de la Légation à Lisbonne du 17 avril 1943.

²⁷ AY,103, F56, Rapport confidentiel de la Légation à Lisbonne No 846 du 17 juin 1943.

²⁸ Jovan Đonović (Rijeka Crnojevića 1883-New York 1963), diplomate serbe, journaliste et député, a été condamné à la peine capitale dans la Principauté du Monténégro dans l'affaire des poseurs de bombes de 1907. Il a quitté le

gation à Tirana, délégué du gouvernement royal au Moyen-Orient. Au début, les Britanniques mettent à sa disposition deux stations de radio, en Palestine et au Caire. Avec le temps, ils commencent à entraver la communication avec Mihailović et à tenir ces canaux sous un contrôle strict. À partir de 1942, une station de radio secrète à diffusion limitée est exploitée avec succès au Caire de décembre 1943 à août 1944.²⁹ Comme cela ne répondait pas aux besoins du Royaume de Yougoslavie, il a été décidé de nommer Jovan Đonović ministre de la légation auprès du gouvernement provisoire de France en Algérie.³⁰ Cette nomination avait pour objectif non seulement d'améliorer les relations entre les deux alliés, mais également d'établir un nouveau canal de communication avec Mihailović.

Il convient de mentionner que le 1^{er} juin 1943, le général Giraud consent à ce que Jovan Đonović vienne en Algérie en qualité de représentant yougoslave, mais il s'est écoulé presque une année avant que cela se fasse en raison de l'opposition du Royaume-Uni qui n'appréciait pas la personnalité de Đonović et son ferme engagement en faveur du général Mihailović.³¹

Le 4 avril 1944, Jovan Đonović remet les copies de ses lettres de créances au ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire de la République française, René Massigli³², et explique par la suite à ses collaborateurs le contexte de son arrivée en Algérie en vue d'établir une radiocommunication directe avec la Serbie. Trois jours plus tard, le général de Gaulle le recevait également.³³

Royaume de Yougoslavie dans le sous-marin *Nebojša* en avril 1941. Après la guerre, il s'engage dans la politique et journalistique aux États-Unis, et édite les oeuvres de Jovan Dučić publiées à titre posthume.

²⁹ Jovan Đonović, *Moje veze sa Dražom Mihailovićem*, Kosta Nikolić, ISI, Belgrade, 2004, p. 96.

³⁰ Jovan Đonović, *Moje veze sa Dražom Mihailovićem*, Kosta Nikolić, ISI, Belgrade, 2004, p. 96.

³¹ Kosta St. Pavlović, *idem*, p. 238 et 428.

³² René Massigli (1888 Montpellier – 1988 Paris), diplomate français éminent qui, après s'être retiré du poste de ministre de la légation en Turquie, s'est enfui de Vichy au Royaume-Uni pour devenir commissaire aux Affaires étrangères de la France libre.

³³ Đonović, *idem*, p. 102.

Avec le consentement personnel de de Gaulle, donné lors d'une réunion directe, le ministre de la légation yougoslave, Jovan Donović, a réussi, dans le plus grand secret, à établir une liaison radio avec le général Mihailović en Serbie. Ceci est délibérément fait à l'insu des Britanniques. Cette ligne a fonctionné du 27 mai 1944 jusqu'à la fin de la guerre, à la mi-avril 1945.³⁴ Le général de Gaulle a ouvertement encouragé le combat du général Mihailović, essayant de renforcer le soutien des Alliés à l'AYdP, sans succès apparent. Le chef d'état-major de de Gaulle a adopté la même position, avertissant que, dans le mouvement de résistance français, l'élément le plus actif était l'élément communiste, qui cherchait à mener le pays à un conflit interne, et il a réitéré son plein soutien au général Mihailović et à son mouvement de résistance en Yougoslavie.³⁵ À cette occasion, des informations complémentaires sur la situation en Yougoslavie ont été demandées et il a été souligné que la France défendrait devant les autres alliés les représentants légitimes du Royaume de Yougoslavie en exil et dans le pays. Il a été souligné que, bien qu'il ait été envisagé d'envoyer des officiers français au siège de Tito, l'idée avait été abandonnée pour ne pas lui donner de légitimité.

Pour étudier les relations entre les deux pays il est intéressant de savoir que Mihailović a envoyé plusieurs télégrammes au général de Gaulle. En juin 1944, Mihailović envoya à de Gaulle un télégramme en français dans lequel il le remercia au nom des Serbes pour son soutien. En réponse, de Gaulle a salué les actions du mouvement de Mihailović sur le territoire du Royaume de Yougoslavie et a exprimé des réserves au sujet de l'attitude des Britanniques à l'égard des Serbes et de Mihailović.³⁶

A partir de 1944, les relations diplomatiques entre le Royaume de Yougoslavie et la France du général de Gaulle ont été maintenues sur une partie du territoire français, en Algérie. Outre ses relations bilatérales directes, la délégation du Royaume de Yougoslavie a, pendant son bref fonctionnement en Algérie, rendu compte de

³⁴ *Idem*, p. 97.

³⁵ AY, 103, F180, Rapport confidentiel No 142, du 27 avril 1944.

³⁶ Djonović, *idem*, p. 104.

manière intensive des activités de politique étrangère de de Gaulle et du Comité français de libération nationale.³⁷ On a même songé à l'introduction d'une décoration conjointe de « l'Ordre de la résistance européenne ». La proposition, qui n'a finalement pas été adoptée, prévoyait que la médaille soit une récompense pour les résistants contre l'occupant pendant la Seconde Guerre mondiale.³⁸

Même avant l'arrivée du chef de la délégation Đonović, des contacts ont été maintenus entre la nouvelle délégation et des responsables français, notamment au sujet des relations entre les deux mouvements de résistance sur le territoire du Royaume de Yougoslavie et de l'attitude de l'URSS à leur égard.³⁹ De Gaulle a même personnellement reçu M. Smiljanić, suppléant du chef de la délégation, pour lui présenter l'état de la résistance sur le territoire de la France occupée et expliquer le rôle primordial joué par les communistes dans la résistance active, mais a également indiqué que le seul débarquement allié aurait lieu en France et non dans les Balkans.⁴⁰ De surcroît, des informations sur les problèmes internes français, les activités de l'Assemblée consultative et les relations entre le général de Gaulle et le général Giraud ont été constamment partagées.

Malgré la nécessité pour les deux gouvernements d'échanger des représentants militaires, cela n'a été fait qu'aux derniers moments de la guerre. Le colonel Milan Prosen a maintenu, au nom du gouvernement yougoslave, des contacts avec les autorités françaises, mais sur une base non résidentielle. Ce n'est qu'en août que la partie française a demandé la nomination du général Julien Flipo et que la partie Yougoslavie a nommé le lieutenant colonel Kosta Simić attaché militaire. Il n'occupa pas ce poste très longtemps, car dès novembre 1944, la légation à Paris demanda la nomination d'un nouvel attaché militaire en France.

³⁷ AY,103, F180, Rapport sur des relations franco-finlandaises du 12 février 1944.

³⁸ AY,103, F180, Proposition de l'introduction de l'Ordre de la résistance européenne, du 19 février 1944.

³⁹ AY,103, F180, Compte rendu de l'entretien avec Massigli du 14 février 1944.

⁴⁰ AY,103, F180, Compte rendu de l'entretien avec de Gaulle du 15 mars 1944.

La légation yougoslave à Paris a rouvert ses portes en octobre 1944 lorsque les nouvelles autorités ont envoyé Milan Ristić comme chargé d'affaires. Après son entrée en fonction, il a exhorté à plusieurs reprises les autorités françaises à faire cesser la pratique des missions diplomatiques françaises d'aider certains représentants du mouvement national de l'ancien gouvernement et de tous ceux qui n'avaient pas reconnu l'accord Tito-Šubašić.⁴¹

Il convient de noter que le gouvernement de Vichy a établi des relations diplomatiques avec l'Etat indépendant de Croatie au niveau des ministres des légations en 1944 et qu'il a envoyé à Zagreb en avril 1944, Georges Desbons, avocat de la défense de l'assassin du roi Aleksandar Karadordević à Marseille en 1934, tandis que les Croates envoyait Dušan Zenko comme ministre de la légation à Vichy.

Dans le tourbillon de la guerre, les forces qui ont libéré la France en 1944 sont venues de deux directions. Le gros des forces alliées avec un fort soutien des unités françaises ont participé au débarquement de Normandie (Opération Overlord) en juin 1944 et peu après au débarquement allié dans le sud de la France (Opération Dragon) en août 1944. Dans ces opérations également, les forces de de Gaulle devaient s'imposer pour libérer Paris et devancer les autres troupes alliées afin de libérer les territoires de l'est de la France et déboucher sur l'Alsace et le Rhin. La France a eu la chance d'être libérée, et de surcroît, avec la participation active des troupes du gouvernement légitime de la France libre, ainsi que des unités du mouvement de résistance qui attendaient le débarquement des Alliés, et elle a eu le bonheur de réussir à surmonter de façon pacifique les profondes divisions politiques qui existaient entre ses mouvements de résistance.

Malheureusement, tel n'a pas été le sort réservé à la Serbie et au Royaume de Yougoslavie, qui ont subi de graves pertes et dégâts à la fin des hostilités, en raison aussi de la non-ouverture d'un nouveau front allié pendant les opérations de libération finale du pays. L'attitude du général de Gaulle à l'égard des nouvelles autorités est

⁴¹ AY,103, F180, Rapport du chargé d'affaires Ristić p. conf. No 101 du 18 novembre 1944.

clairement illustrée par le fait qu'il a évité pendant des années les contacts avec les autorités de la nouvelle Yougoslavie socialiste et que, après de nombreuses années d'insistance de la part de Tito, son premier contact avec l'ambassadeur de Yougoslavie à Paris, ne s'est réalisé que dans la seconde moitié des années cinquante, dans le lobby d'un hôtel.

D'autre part, les nouvelles autorités yougoslaves ont, après leur recours initial peu critique et presque aveugle aux modèles soviétiques pour la construction d'une nouvelle Yougoslavie communiste, et après la rupture de Tito avec Staline, commencé à chercher de nouveaux alliés. Pendant cette période, les autorités communistes de Yougoslavie se sont également souvenues de l'Europe occidentale et Tito a commencé ses visites au Royaume-Uni en 1953, puis en France en 1956. Il a, entre autres, demandé à ses hôtes de soutenir l'intégration de la Yougoslavie à de nombreuses organisations européennes, et en premier lieu au Conseil de l'Europe.⁴²

Bibliographie

Archives Nationales de Yougoslavie: Fond du Gouvernement du Royaume de Yougoslavie en exil, Fond du ministère des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie

Branko Petranović, Branko, Žutić, Nikola *27. mart 1941. – Tematska zbirka dokumenata*, Beograd, 1990.

Djonović, Jovan, *Moje veze sa Dražom Mihailovićem*, priredio Kosta Nikolić, Institut za savremenu istoriju, Belgrade, 2004.

Milikić, Ratimir, *Zaboravljena Evropska epizoda: Jugoslavijai Savet Evrope 1949-1958*, Institut za savremenu istoriju, Belgrade, 2014.

Milikić, Ratimir, "Poljski državljani dobitnici jugoslovenskih odlukovanja između dva svetska rata", *Jugoslavija i Poljska: odnosi u XX veku*, uredili Momčilo Pavlović, Andžej Začminjski i Nebojša

⁴² Consulter pour plus de précisions : Ratimir Milikić, *Zaboravljena evropska epizoda: Jugoslavija i Savet Evrope 1949-1958*, Institut d'histoire contemporaine, Belgrade, 2014.

Stambolija, Institut za savremenu istoriju u Beogradu, Institut za istoriju i međunarodne odnose u Bidgošću, Belgrade, 2019

Pavlović, Kosta St., Ratni dnevnik 1941-1945, Otkrovenje, Službeni glasnik, Belgrade, 2011.

Milikić, Ratomir, „Povlačenje jugoslovenskog diplomatskog osoblja iz kraljevine Rumunije 1941. godine“, *Istorija XX veka* 1/2022, str. 73–88.

<https://doi.org/10.29362/ist20veka.2022.1.mil.73-88>

Sretenović, Stanislav *Francuska i Kraljevina Srba, Hrvata i Slovenaca*, Institut za savremenu istoriju, Belgrade, 2008.

Summary

**COOPERATION OF THE EMIGRATION
GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA
WITH FRANCE DURING THE SECOND WORLD WAR**

This paper provides review of the relations between the Government of the Kingdom of Yugoslavia, which found itself outside its borders after the April War in 1941, and two French Governments, namely the one represented by General de Gaulle and the other under Vichy Government regime. The relations were diverse, often non-institutional and maintained through different diplomatic and paradiplomatic channels. Maintenance of relations with both French Governments was the reason why the relations with General de Gaulle's Free France were to a certain degree hidden from the public. The paper also provides observation of the communication between the Yugoslav authorities with De Gaulle, the communication which became particularly intensified after the second part of the war.

Key words: Kingdom of Yugoslavia, Third French Republic, Second World War, De Gaulle, Vichy government.

САЖЕТАК

САРАДЊА ВЛАДЕ КРАЉЕВИНЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ У ЕМИГРАЦИЈИ СА ФРАНЦУСКОМ ТОКОМ ДРУГОГ СВЕТСКОГ РАТА

Овај рад даје преглед односа Владе Краљевине Југославије, која се након Априлског рата 1941. нашла ван њених граница, и две француске владе, једне коју је представљао генерал де Гол и друге под режимом Вишијевске владе. Односи су били разноврсни, често ванинституционални и одржавани различитим дипломатским и парадипломатским каналима. Одржавање односа са обе француске владе био је разлог што су односи са Слободном Француском генерала де Гола били у извесној мери скривени од јавности. У раду се такође сагледава комуникација југословенских власти са Де Голом, комуникација која се посебно интензивирала у другом делу рата.

Кључне речи: Краљевина Југославија, Трећа француска република, Други светски рат, Де Гол, Вишијевска влада.



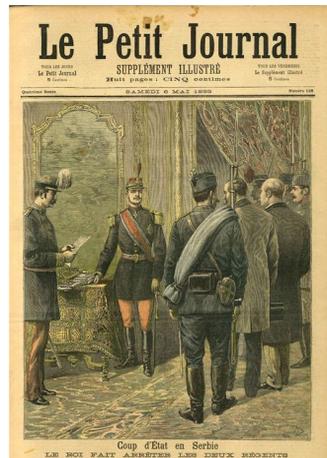
Chemins de fer des Balkans



*Pavillon de la Serbie,
Exposition Universelle (1889)*



*Ambassade de la France
à Belgrade, vers 1885*



Coup d'État en Serbie (1893)



La Reine Nathalie de Serbie



Pavillon de la Serbie, Exposition Universelle (1900)



Ambassade de Serbie à Paris, vers 1900



Le coup d'état de mai (1903)



Pavillon de la Serbie, Exposition Universelle (1900)



Le coup d'État de mai (1903)



L'Humanité, le 8 octobre 1908



Pierre Ier de Serbie

Pierre Ier de Serbie, 1911





L'Heroique Serbie, Le Petit Journal



Étudiants serbes dans le sud de la France pendant la Grande Guerre



Les membres de la mission française en Serbie pendant la Grande Guerre



Journée serbe (1916)



Alexandre de Serbie (1916)



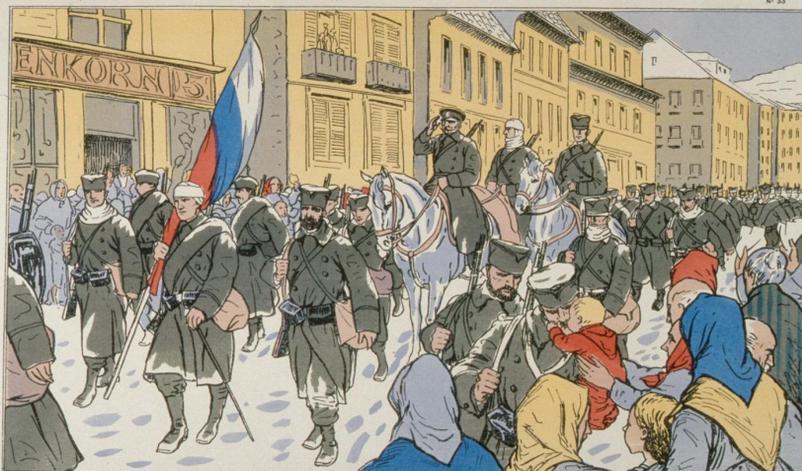
Journée serbe (1916)



La Rentrée du roi Pierre en Serbie

LA GRANDE GUERRE

N° 33



ENTRÉE SOLENNELLE DU ROI PIERRE A BELGRADE

LES SERBES VICTORIEUX ONT CHASSÉ LES AUTRICHIENS DE LEUR TERRITOIRE

Le Roi PIERRE DE SERBIE est entré solennellement dans sa capitale à la tête de ses troupes victorieuses, accompagné de ses jeunes fils, les Princes KOSTA, ALEXANDRE et GEORGE. Une ovation a été réservée à la Capitale; les victoires ont été fêtées en réjouissances populaires. (15 Décembre 1914).

La ville de Belgrade, qui était bombardée depuis le début des hostilités, vient d'être délivrée par la vaillante armée serbe, qui a infligé une cruelle défaite aux troupes autrichiennes. Il ne reste plus au sud de Franciscopolis un territoire serbe; on compte des 42.000 hommes qui furent fait prisonniers pendant les derniers combats.

Entrée solennelle du roi Pierre à Belgrade



Réception et bal à l'occasion de la visite officielle du Régent Aleksandar Karadjordjevic à Strasbourg (1920)

Dépôt de gerbes, Monument au héros inconnu Paris, entre-deux-guerres



Franchet d'Espèrey à Belgrade (1936)

Yvon Delbos à Belgrade (1937)





*Inauguration
du Monument
des rois Roi Pierre Ier
de Serbie et Alexandre
de Yougoslavie*



*Inauguration
du Monument
de Gratitude à la France,
Belgrade*



*Monument
au roi Alexandre
de Yougoslavie
et Louis Barthou
à Marseille*



Visite officielle de Tito, Paris, 1956



Visite officielle de Tito, Paris, 1956



Visite officielle de Tito, Paris, 1970

Tito à Paris, Les Nouvelles Yougoslaves, 1956





Bulletin d'Informations de Yougoslavie

L'Art sur le territoire de la Yougoslavie de la préhistoire à nos jours, Exposition, Paris, 1971.



L'Opéra National de Belgrade

Les Ballets de Belgrade à Paris 1956





Monument des rois Roi Pierre Ier de Serbie et Alexandre de Yougoslavie, Paris

* Sources: *Le Petit Journal*, *Politika*, *Ilustrovana Politika*, *Bulletin d'Informations de Yougoslavie*, *Les Nouvelles Yougoslaves*, *Sećanje na Bolije – Souvenirs de Beaulieu*, dir. Vojin M. Djordjevic, Milan Stojadinovic, Belgrade: 1928, R. Millet, H. De Torcy, *Le commerce français en Orient. La Serbie économique et commerciale*, Paris: 1891, www.galica.fr, collection privée.